

Coordonnateurs du numéro :
Albert JIOTSA & Saliou ABBA

Gouvernance et préservation de la cohésion sociale dans les aires culturelles du Cameroun

Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales (RISHS)
International Review of Human and Social Sciences (IRHSS)

Volume 9, Numéro 9
Juillet 2022

ISSN (Version imprimée) : 1966-5199
ISSN (Version électronique) : 2664-732X

Directeur de publication :
MFORTEH Stephen AMBE
Chef du Centre National d'Éducation

Rédaction :
Coordonnateur : EHODE ELAH Raoul
Centre National d'Éducation
Coordonnateur adjoint : SOURNA LOUMTOUANG Erick
Centre National d'Éducation

Comité scientifique :
MFORTEH Stephen AMBE, Professeur, Université de Yaoundé 1
Gilbert Lamblin TAGUEM FAH, Professeur, Université de Ngaoundéré
Samuel EFOUA MBOZO'O, Professeur, Université de Yaoundé 1
André TASSOU, Professeur, Université de Yaoundé 1
Nathan ONANA NOAH, Maître de conférences, Université de Maroua
Alexis TAGUE KAKEU, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Faustin KENNE, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Zacharie SAHA, Maître de conférences, Université de Dschang
Carole Valérie NOUAZI KEMKENG, Maître de recherche, CNE
Serge Frédéric MBOUMEGNE NDZESSEU, Maître de recherche, CNE
Raphaël BATENGUENE ASSIL, Maître de conférences, Université de Douala
Albert JIOTSA, Maître de recherche, CNE
Martial JEUGUE DOUNGUE, Maître de recherche, CNE
Williams POKAM KAMDEM, Maître de conférences, Université de Dschang.

Comité de lecture :
Rodrigue KEPGANG (Université de Maroua)
José Donadoni **MANGA KALNIGA** (CNE-MINRESI)
Gaston BESSALA (CNE-MINRESI)
Raoul ELAH EHODE (CNE-MINRESI)

ABOUBAKAR ADAMOU (CNE-MINRESI)
Florence KWANYE KWADA (CNE-MINRESI)
Reine FOSSO SIMUN (CNE-MINRESI)
Terence KIWOH (Université de Buéa)
Protais NKENGUE ABEGA (CNE-MINRESI)
Christelle Madeleine NJIKI BIKOÏ (CNE-MINRESI)
Honoré FOUHBA (CNE-MINRESI)
Saliou ABBA (CNE-MINRESI)
Hervé MVONDO (CNE-MINRESI)
Marie Désirée NOGO (CNE-MINRESI)
Daniel Georges NANA KOMEY (CNE-MINRESI)
Ivo TAWE TASSAH (CNE-MINRESI)
TEGUIA BOGNI (CNE-MINRESI)
Timothy Musima OKIA (CNE-MINRESI)
Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)
Fernand ATEBA OSSENDE (CNE-MINRESI)
Moïse MBEY MAKANG (CNE-MINRESI)
Victorine NZINO MOUNONGO (CNE-MINRESI)
Alain Hugues OBAME (CNE-MINRESI).

Montage et mise en ligne :

Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)

Sommaire

Éditorial.....	ix
Introduction générale	1
Albert JIOTSA & Saliou ABBA	
Première partie : Gouvernance locale et stabilité des institutions socio-traditionnelles	9
Le développement local : stratégie d'urgence de développement ou arrimage au système de modernisation de l'Etat au Cameroun?.....	11
ONANA NOAH Nathan	
Comités de développement, développement local et stabilité des institutions socio-culturelles dans le Diamaré	25
YADJI MANA	
Gouvernance partagée, multiculturalisme et consociation : institutionnalisation des structures politiques de la cohésion sociale au Cameroun.....	51
Nicolas Serge NDOCK	
Traditional Democratic “states” (Babungo and Ide): Lessons for governance, political stability and peace in Cameroon	87
Godwill Kungso Ndzofoa Eno	
Engagement politique des autorités traditionnelles : enjeux et défis pour la cohésion sociale au Cameroun	111
ABOUBAKAR Adamou	
La gouvernance locale et la pérennisation de la cohésion sociale au Cameroun à l'aune de la mondialisation	139
METSENA NDJAVOUA	
Seconde partie : Dynamique socioculturelle et construction de l'identité nationale en contexte multiculturel.....	165
L'interculturalité, gage de la cohésion sociale en milieu socio-éducatif : le cas de la <i>Menoua</i> (Ouest-Cameroun).....	167
Irène GUEWOU & Albert JIOTSA	

L'interaction culturelle et la construction de l'identité camerounaise : l'apport des arts du spectacle vivant	183
MOUNGANDE Ibrahim Aliloulay	
Terminologies stigmatisantes des aires dites culturelles : crime contre la cohésion sociale et le vivre-ensemble?	201
KAMPOER KAMPOER	
Identity Crisis in the Bamenda Grassland of Cameroon: Oku in the <i>Nsanw</i> Native Authority and Bui Division 1922-1992	221
NDIFON Humfrey NSAKEMEI & Nfi Joseph Lon	
Les dynamiques au cœur des mécanismes de gouvernance des chefferies bamiléké de l'Ouest-Cameroun : le sceau des influences extérieures (XVI ^e - XXI ^e siècles)	251
Gérard NGANDJOU KOMOLO	
Conclusion générale.....	273
Albert JIOTSA & SALIOU ABBA	

Les opinions exprimées dans les articles de ce numéro n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient refléter la position du Centre National d'Éducation (CNE).

The opinions expressed in this journal are those of the authors and do not necessarily represent those of the National Centre for Education.

Éditorial

Confronté à un environnement conflictuel qui semble s'auto-reproduire, le Cameroun a le défi de réaliser et/ou préserver la cohésion sociale via un processus fécond de manifestation et d'incarnation de valeurs socio-identitaires constructives. Au regard du paysage socio-culturel camerounais, il existe un foisonnement étonnant de pratiques et de vécus liés à l'expression des identités humaines. L'on en vient parfois à se demander si cette pluralité insaisissable de mœurs, de par leur nature et leur ampleur ne contribuerait pas à transformer fondamentalement les relations interhumaines. À partir du lien qui existe entre la gouvernance locale et la stabilité des institutions socio-traditionnelles, il importe de retracer la dynamique qui se trouve à la base de la construction d'une identité nationale en contexte multiculturel. Dans chacune des quatre aires culturelles que compte le Cameroun (les Soudano-sahéliens, les Sawa, les Fang-Beti-Bulu et les Grassfields), de nombreux mécanismes institutionnels assurant à la fois la redistribution équitable et la gestion transparente du bien communautaire ont toujours été à l'avant-garde de la stabilité et de la cohésion sociale entre les peuples. Ce numéro spécial de la Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, marque un point d'orgue sur l'analyse de ces mécanismes institutionnels en évoquant les différentes mutations qu'ils ont connus à travers le temps. Bien plus, il contribue à éclairer la lanterne de l'opinion sur les risques liés à une mauvaise appropriation des attributs identitaires communs dans un contexte de préservation de la cohésion sociale.

MFORTEH Stephen AMBE

Professeur titulaire des Universités
Chef du Centre National d'Éducation
MINRESI - Cameroun

Terminologies stigmatisantes des aires dites culturelles : crime contre la cohésion sociale et le vivre-ensemble?

KAMPOER KAMPOER, PhD

Université de Yaoundé 1

Résumé

La présente réflexion qui jette un regard panoramique sur les terminologies stigmatisantes-fruits des aires culturelles du Cameroun, se fonde sur le postulat selon lequel depuis l'Égypte antique, les sociétés africaines, dans leur majorité, s'attribuent presque régulièrement des patronymes suprêmes au détriment des autres (Morenz, 1962 : 77). Prénantes dans les usages langagiers, ces terminologies dévalorisantes concourent doucereusement à faire le lit de la distanciation et du rejet, alors que des évidences de consanguinité existent entre plusieurs peuples du Cameroun. Dans une démarche hypothético-déductive, le présent article se propose de critiquer ces termes péjoratifs et d'inviter à revoir le découpage des aires dites culturelles, susceptibles de saper la cohésion sociale et le vivre-ensemble. L'État en tant que garant du bien-être de tous, doit sans discrimination aucune, jouer pleinement son rôle régalien pour amoindrir ces écarts de langage et fédérer toutes les composantes humaines et culturelles de cette *Afrique en miniature*.

Mots clés : Ethnocentrisme, Cohésion sociale, Vivre-ensemble, État.

Abstract

This paper which looks deep into the stigmatizing terminology from the cultural areas of Cameroon, is based on the statement according to which many Africans, starting back from Ancient Egypt, labeled themselves regularly with names of higher esteem to the detriment of others (Morenz, 1962: 77). More and more present in daily tongues, these depreciative words smoothly contribute to separate and stigmatize Cameroonians, meanwhile there are evidence of cultural similarities amongst many of them. In a hypothetic and deductive approach, this paper is about to criticize

these pejorative expressions, while inviting at the same time to reconsider the dissection of the so-called cultural areas, because they may weaken social cohesion and living-together. The State as the caretaker of the well-being of its citizens, should without discrimination, fully play its role, in order to lower those depreciative terms and bind together all the children of this *Africa in miniature*.

Keywords : Ethnocentrism, Social Cohesion, Living-Together, State.

Introduction

« Ô Cameroun, berceau de «nos» ancêtres, va debout et jaloux de ta liberté...Que «tous» tes enfants du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest soient «tout» amour ! Te servir que ce soit leur seul but pour remplir leur devoir toujours... » Voilà quelques extraits de l'hymne national du Cameroun dont les possessifs « nos » et les canons d'unité « tous » semblent avoir été oubliés par les citoyens, alors qu'ils doivent rappeler sans cesse un fort sentiment d'appartenance sans stigmatisation aucune. Le paysage social au Cameroun paraît démontrer une distanciation entre les composantes humaines, au point de légitimer les postures de Clastres et Levi-Strauss selon lesquelles l'ethnocentrisme serait la chose du monde la mieux partagée. Cédant l'acte à la pensée, une certaine littérature ethnocide contribue, de manière sournoise, à faire le lit de la balkanisation du pays, avec, entre autres, le concours des aires dites culturelles. Sans exhaustivité aucune, on retrouve des expressions péjoratives et dévalorisantes telles que *Anglo, Bamenda, Bami, Beti, Gadamayo, Nkwa, Wadjo*. Et lors de l'élection présidentielle d'octobre 2018, nous avons constaté le pic de la désinvolture langagière, à travers des terminologies nouvelles : *Sardinards Vs Tontinards, Cabris, Moutonistes, etc.*

Pour ce faire, la présente réflexion entend étudier cette littérature dévalorisante sous le prisme d'une probable gangrène au vivre-ensemble entre Camerounais. À cet effet, comment ces terminologies stigmatisantes contribuent-elles à saper le sentiment d'appartenance au Cameroun ? La segmentation du pays en aires géographiquement culturelles ne concoure-t-elle pas également à la distanciation entre Camerounais ? Quelle thérapie éventuelle appliquer pour amoindrir ces écarts langagiers et renforcer le sentiment d'appartenance ? Avec le concours de l'histoire et des postures théoriques du postcolonialisme et de l'afrocentricité, et dans une démarche de réinvention soi et de réécriture engagée, la

présente réflexion entend revisiter cette littérature *stigmatogène* pour en faire, non pas un prétexte de distanciation, mais plutôt de rapprochement entre les cultures.

1. *Alerte au Cameroun : ethno-tribalisme rampant*

Considéré comme la chose du monde la mieux partagée, l'ethnocentrisme se dissémine de manière sournoise au Cameroun. Si l'on consent que l'État occidental a été bâti à partir de la forclusion de la féodalité, en Afrique par contre, la greffe de l'État s'est opérée par la stigmatisation des regroupements ethniques et claniques (Bayart : 1996). Une stigmatisation qui aurait fécondé, dans la conscience collective camerounaise, le fait de se définir préalablement comme originaire de telle région géographique et/ou de tel groupe ethnique avant d'être citoyen de l'État. Un postulat qui légitimerait les propos de Pierre Clastres et de Levi-Strauss, non sans avoir enfanté, dans la foulée, des terminologies irrédentistes stigmatisantes.

1.1. Les Camerounais donnent-ils raison à Clastres et Levi-Strauss ?

Le choix de ces deux auteurs s'inscrit dans l'optique de visualiser dans quelle mesure les Camerounais, dans leur quotidienneté, donnent-ils ou non raison à ceux-ci. Commençons d'abord par le plus ancien, Claude Levi-Strauss (1973 : 382-384), puis finissons avec Pierre Clastres (2002 : 889). Traitant précisément de l'ethnocentrisme dans son ouvrage *Anthropologie structurale deux*, Levi-Strauss déclare :

L'attitude la plus ancienne et qui repose sans doute sur des fondements psychologiques solides, puisqu'elle tend à réapparaître chez chacun de nous quand nous sommes placés dans une situation inattendue, consiste à répudier purement et simplement les formes culturelles : morales, religieuses, sociales, esthétiques, qui sont les plus éloignées de celles auxquelles nous nous identifions (...) « Habitudes sauvages », « cela n'est pas de chez nous », « on ne devrait pas permettre cela », etc., sont autant de réactions grossières qui traduisent ce même frisson, cette même répulsion en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères (...). Ce point de vue naïf, mais profondément ancré chez la plupart des hommes, n'a pas besoin d'être discuté (...) Cette attitude de pensée, au nom de laquelle on rejette les « sauvages » (ou tous ceux qu'on choisit de considérer comme tels) hors de l'humanité englobant, sans distinction de race ou de civilisation, toutes les formes de l'espèce humaine, est d'apparition fort tardive (...).

Pierre Clastres, quant à lui, dans son article intitulé « Ethnocide », souligne :

On nomme ethnocentrisme, cette vocation à mesurer les différences à l'aune de sa propre culture. L'Occident serait ethnocidaire parce qu'il est ethnocentriste, parce qu'il pense et se veut la Civilisation... Considérons la manière dont les sociétés primitives se nomment elles-mêmes. On s'aperçoit qu'en réalité, il n'y a pas d'autodénomination dans la mesure où, en mode récurrent, les sociétés s'attribuent presque toujours un seul et même nom : les Hommes... *Inversement, chaque société désigne systématiquement ses voisins de noms péjoratifs, méprisants, injurieux* (souligné par nous). Toute culture opère ainsi un partage de l'humanité en deux parts : elle-même, qui s'affirme comme représentation par excellence de l'humain, et les autres, qui ne participent qu'à un moindre titre à l'humanité. Le discours que tiennent sur elles-mêmes, les sociétés primitives, qui se trouve condensé dans les noms qu'elles se confèrent, est donc ethnocentriste de part en part : affirmation de la supériorité de son soi culturel, refus de reconnaître les autres comme des égaux. L'ethnocentrisme apparaît alors comme *la chose du monde la mieux partagée*... (souligné par nous).

Si l'on s'accorde sur le fait que les observations aux élans de mises en garde de Levi-Strauss et Clastres doivent interpeller à plus d'un titre, il convient de voir pareillement, dans celles-ci, un appel à la retenue et à la considération de l'autre. La cohésion sociale, garante de l'unité nationale, ne saurait se réaliser si, en amont, les différentes composantes sociologiques et humaines du Cameroun ne consentent à faire taire des terminologies et expressions péjoratives, offensantes, méprisantes et dévalorisantes tel que nous allons l'observer dans la suite.

1.2. Panorama de quelques terminologies péjoratives et stigmatisantes

Certes *Afrique en miniature*, le Cameroun se trouve fragilisé par une littérature *stigmatogène* dont les gangrènes se répercutent sur les relations humaines, sapant ainsi le vivre-ensemble appelé de tous ses vœux par les pouvoirs publics (Kampoer Kampoer, 2011 : 4). Pour des mobiles quelques fois inavoués, les ethnies camerounaises se mettent à dos les unes contre les autres sur des rings langagiers pour affirmer une supériorité supposée de certaines sur d'autres supposées inférieures. Fruits des aires dites culturelles, on retrouve des terminologies *Anglo, Bamenda, Bami, Beti, Gadamayo, Nkwa, Sardinards, Tontinards, Wadjo*, etc. que nous allons passer en revue de manière panoramique.

D'emblée le terme *Anglo*, diminutif d'*Anglophone*, est le mot utilisé par certains Camerounais pour désigner leurs compatriotes originaires de l'ancien British Cameroons, mais qui cache également une péjoration, motivant les élans de rejet de ces derniers. Dans son acception dévalorisante, il n'est pas très éloigné de celui de *Bamenda* ou de *Mboutchoukou* (ou *Mboutman*), comme pour désigner une personne dont l'unique statut serait réservé aux tâches serviles, notamment dans les plantations des Camerounais de l'ancien Cameroun oriental. Des terminologies à la limite de l'injure qui concourent, dans une certaine mesure, à déposer les sillons de la crise dite anglophone, dont le déclenchement officiel date d'octobre 2016 par les revendications corporatistes des Camerounais de cette aire géographique (Kampoer Kampoer, 2019 : 325).

Bami, diminutif de *Bamiléké*, est une autre terminologie stigmatisante à l'endroit des Camerounais originaires de l'aire culturelle dite des Grassfields. Dans les faits, il s'agirait d'une espèce d'affront entre les natifs de l'Ouest-Cameroun et ceux du reste du territoire, à qui on reprocherait un certain dynamisme (voir J.-L. Dongmo, 1981), légitimant les propos de l'Officier français Jean Lambertson, qui y voyait un caillou bien gênant (Deltombe et al., 2012 : 11).

Beti Seigneur rejoint la posture d'ethnocentrisme fort évoquée par Clastres, faisant état d'une supériorité supposée des Camerounais de l'aire culturelle dite Fang-Beti-Bulu ou encore Ekang (Abolo Biwolé, 2015 : 149). Fondé sur la langue ewondo, *Beti* pluriel, *Nti* singulier, renvoie à la noblesse, la seigneurie, la grandeur, vraisemblablement par opposition aux esclaves (Tsala Tsala, 1985 : 99). Comme pour dire que les Fang-Beti-Bulu seraient des seigneurs, par opposition aux non-seigneurs, entraînant, dans la foulée, un sentiment de démarquage avec les non-Beti.

Gadamayo pour sa part, est une expression stigmatisante en langue ffuldé utilisée dans l'aire culturelle dite Soudano-Sahélienne, afin de désigner tous les Camerounais « originaires de l'autre côté de la rive du Mounjo », à savoir ceux originaires de la partie méridionale du Cameroun. Ils sont également appelés *Waila'en* pour désigner les Sudistes, fécondant en retour les termes *Wadjo* ou *Wadjax*, *Garagaras*, *Haoussas*, *Moutons*, pour qualifier les originaires du Cameroun septentrional.

Nkwa en revanche, est une terminologie dont font globalement usage les ressortissants de la partie bamiléké de l'Ouest-Cameroun pour désigner, en retour, principalement les compatriotes des autres aires culturelles ; Sawa et Ekang en l'occurrence. Une éventuelle contre-réaction à la stigmatisation du Bamiléké dynamique ? Très probablement.

En dernier recours dans cette énumération, mentionnons les expressions apparues lors des élections présidentielles d'octobre 2018 au Cameroun. On entendit çà et là des termes du genre *Sardinards* comme pour désigner les supporters du parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), opposés aux *Tontinards*, supporters déclarés du candidat du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC).

Une telle littérature stigmatisante, prise dans son ensemble, non seulement elle donnerait raison à Clastres et Levi-Strauss, mais creuserait aussi davantage le fossé entre les communautés camerounaises supposées vivre en harmonie. L'ethno-tribalisme risquerait de détruire complètement cette nation en formation, si les postures irrédentistes et/ou ethnocidaires perdurent (Njoh-Mouelle, 2015 : 183). Ce comportement « tribaliste » relève, au préalable, d'une équation personnelle avant de prendre, par la suite, des proportions plus larges, alors que les particularismes expressifs et langagiers doivent être muselés au nom de l'unité nationale (Saïbou, 2012 : 10). Une unité difficilement obtenue par les pères-fondateurs du pays, dont les colons contribuèrent plutôt à attiser les sillons des clivages avec le concours du *Divide and Rule*.

2. Archéologie des clivages ethnocidaires au Cameroun

Les racines des particularismes ethniques sont à rechercher dans le fait colonial qui contribua de manière significative à poser les jalons, par leur politique de la distanciation et pérennisée par le découpage en différentes aires dites culturelles perceptibles jusqu'à lors.

2.1. Au commencement était le *Divide et Impera*

L'histoire rappelle qu'une formule émerge comme le fondement des pratiques des colons européens en Afrique, à savoir pour réussir sa colonisation, il fallait diviser les Africains pour mieux régner sur eux. Plus connue sous la tristement célèbre *Divide et Impera*, ou *Divide and Rule*, cette maxime consentie et adoptée lors de la conférence

coloniale de Berlin (1884-1885), qui posa les fonds baptismaux de la division et du partage de l'Afrique entre les puissances européennes, fut utilisée systématiquement par les colonisateurs sur leurs sites de déploiement (Abwa, 2019 : 385). Dans ce sillage, le Cameroun qui pourtant n'était pas formellement une colonie, mais respectivement un *Schutzgebiet* (protectorat), un territoire sous-mandat de la Société des nations (SDN) et un territoire sous-tutelle de l'Organisation des nations unies (ONU), n'échappa pas à ce préalable. Il subit également cette triste formule, malgré son statut international.

Pour mémoire, le gouvernement wilhelmien est la première puissance occidentale à faire du Kamerun un territoire sous sa protection (protectorat), à partir de la signature du traité germano-duala du 12 juillet 1884 avec les Souverains de *Cameroons*, que viendra entériner, deux jours après, le Consul général allemand, émissaire du Kaiser Guillaume 1^{er}, en la personne du Dr. Gustav Natchigal (Nyada, 2015 : 222). Le protectorat fut assuré pendant 32 ans par l'Allemagne, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, soldée par la défaite des Allemands et leur départ du Kamerun, pour céder la place aux puissances alliées vainqueures de la guerre, la France et la Grande Bretagne. Le 04 mars 1916, ces deux puissances, sous l'entremise des généraux Charles Macpherson Dobell, côté britannique, et Joseph Aymerich, côté français, se partagèrent le Kamerun et exercèrent d'abord un condominium franco-britannique. La France obtint 4/5 du territoire, tandis que la Grande Bretagne en reçut 1/5. Les deux pays procédèrent à l'administration de leurs territoires respectifs, non sans avoir émiétté les populations placées sous leur mandat entériné par la SDN créée en 1919.

Fabrication coloniale, de nouveaux découpages dits administratifs apparurent pour mieux asseoir le contrôle des populations afin de les assujettir ; découpages assortis de terminologies nouvelles au rang desquelles le terme générique de « Bamiléké ». Bamiléké, qui serait en réalité une déformation très probable du mot *M'beleke* dont faisaient usage les Allemands pour désigner le pays des « producteurs de maïs et d'arachides », opposés aux Bangwa qui étaient des « producteurs d'huile de palme » (Weladji, 1982 : 224). Jusqu'à l'avènement de la colonisation, ils ne s'identifiaient pas en tant que Bamiléké, mais d'une souche commune aux Tikar que l'administration coloniale divisa (Fanso, 1989 : 40). Les populations de l'Ouest-Cameroun se virent ainsi

rassemblées dans le district de Dschang, alors que les autres dans les districts de Bare, Buéa, Douala, Jabassi, Johan-Albrechtshole, Ossindingue, Victoria ; dans les stations militaires de Adamawa, Bamenda, Woleu-Ntem, que les Allemands laissèrent à leur départ (Abwa, 2019 : 388).

Les Français qui héritèrent des Allemands pour ce qui est de l'ex-Cameroun oriental, excellèrent dans la même logique coloniale du *Divide and Rule*, en donnant un identifiant multiple à ces découpages territoriaux. Dans cet émiettement, toutes les populations de l'Ouest furent mélangées à d'autres en 1916 dans une circonscription administrative appelée dorénavant Bare-Fumban-Nkongsamba avec pour chef-lieu Fumban. De même, les autres Camerounais furent groupés dans les unités administratives de Kribi-Lolodorf-Campo, Edéa-Eséka, Douala-Yabassi, Mora-Garoua, Banyo-Ngaoundéré, etc. (Abwa, 2019 : 388).

Par conséquent, la partition des Grassfields a fécondé de multiples entités ethniques, plusieurs chefferies et de nombreux villages pour vraisemblablement se tenir en respect les uns des autres. Les Foto, Foreke, Bafou et autres populations de l'actuelle Menoua par exemple, furent séparés des Bangwa et des Mundani. L'empire Bali Nyonga, dont les ramifications atteignaient pourtant, dans le passé, les encablures de Mbouda et de Dschang, fut aussi divisé et émietté. Les Bamun furent séparés de leurs royaumes-frères de Nso, Bambalang et Babungo (Nfi, 2019 : 234). Pareil pour les Bawaje qui furent séparés de leurs terres de pâturages de Santa, tandis que les Nso perdirent également de vastes terres que le nouveau découpage colonial plaça désormais sous le sultanat Bamun (Fanso, 1982).

Au regard de l'argumentaire qui précède, la partition de 1916, entre Français et Anglais, notamment dans la région géographique des Grassfields, donna naissance à certaines barrières artificielles entre plusieurs communautés qui, pourtant, furent naguère unies par leurs origines ancestrales, leurs valeurs traditionnelles, leurs coutumes, leurs institutions et leurs pratiques culturelles (Saha et Kouesso, 2017 : 20). L'occupant français réussit à faire des ethnies camerounaises des repoussoirs et fit ainsi le lit d'affrontements ultérieurs, dont la littérature péjorative se fait malheureusement le porte-étendard.

Au commencement était donc l'ethnie ? Non. Au commencement était le *Divide and Rule* dont l'histoire révèle que le fait colonial fut le principal architecte. En effet, l'invasion subie par les Camerounais, respectivement par les Allemands, les Français et les Britanniques, tous moulés à l'école césarienne du *Divide and Rule*, ne pouvait que contribuer à supplanter les cultures locales en les émiettant (Kange Ewane, 1985 : 77). Un émiettement des cultures en de micro-entités facilement manipulables dont on devine les avatars tant dans les écarts de langages, que dans les découpages des populations en « grandes aires culturelles ».

2.2. Et bienvenue les aires « dites » culturelles !

Cocktail de cultures et de peuples, le Cameroun présente quatre grandes aires (géographiques ?) culturelles que sont les Soudano-Sahéliens, Sawa, Fang-Beti-Bulu ou Ekang et Grassfields. De son mieux, l'État a voulu procéder à une cristallisation du sentiment du vivre-ensemble dans une entité unique où vivraient les ressortissants de ces quatre grandes aires (Bios, 2019 : 220). C'est dans ce sillage qu'il a procédé à cette répartition des grands groupes (au détriment des petits ?) selon une segmentation à la fois culturelle, mais vraisemblablement géographique aussi.

Dans cet élan, la première grande aire culturelle, la Soudano-Sahélienne, englobe les Camerounais originaires de la partie septentrionale du pays. Cette partie du pays comprend les régions administratives de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Ce bloc tri-régional est plus connu politiquement comme le Grand Nord. Secundo, la grande aire culturelle dite Sawa, quant à elle, rassemble, en son sein, les populations côtières que l'on retrouve dans les régions administratives du Littoral et du Sud-Ouest, ainsi qu'une partie du Sud. Tertio, les Fang-Beti-Bulu (Ekang), pour leur part, constituent la troisième grande aire culturelle dont les populations sont majoritairement issues des régions administratives du Centre, du Sud et de l'Est. Les anthropologues les ont également nommés *Pabouins* (voir Laburthe-Tolra notamment). La quatrième grande aire culturelle est celle qui rassemble la géographie des Grassfields. Ceux-ci constituent une partie importante des populations de deux régions administratives du Cameroun : l'Ouest et le Nord-Ouest. Les Grassfields sont aussi appelés Bamiléké (Tagou, 2017 : 121).

À quel préalable obéirait ce découpage en aires culturelles? Serait-ce à une éventuelle démarcation entre ceux considérés d'une aire lambda sans affinité apparente avec une autre ? Découpage politique, administratif ou géographique, sur quoi se fonder pour le considérer tel quel ? N'existe-t-il pas ou n'a-t-il pas existé bien des brassages entre ces populations que les grandes aires culturelles viennent aujourd'hui démarquer ? Ne faut-il pas voir dans ce découpage d'autres germes de l'éloignement entre Camerounais ?

En effet, si la cohésion sociale est appréhendée dans une certaine mesure sous le prisme de la relative harmonie entre les peuples, à partir d'un socle et d'une conscience identitaire solides, le découpage en grandes aires culturelles pose problème. Celui-ci peut apparaître comme un rassemblement arbitraire des peuples en grands groupes distincts (comme pour les différencier), alors qu'ils portent en eux, dans certains cas, des origines communes, fort longtemps avant la colonisation (Abwa, 2015 : 199).

L'histoire des migrations des groupes qui peuplent aujourd'hui le Cameroun révèle que plusieurs d'entre eux sont, en réalité, la résultante de nombreux brassages et mélanges dus à des mouvements migratoires de plus ou moins grande amplitude qui s'étalèrent sur une longue période avant leur fixation définitive par la colonisation. Le groupe Bamiléké-Tikar par exemple, est le fruit d'un métissage entre les Tikar et quelques autres tribus autochtones rencontrées dans les plaines adjacentes au rebord sud du plateau de l'Adamaoua (Kamga, 2015 : 126). Mais aujourd'hui, ce nouveau découpage les départage en deux grandes aires dites culturelles que sont les Soudano-Sahéliens et les Grassfields, alors qu'ils présentent des pratiques culturelles quasi-identiques.

Pareil pour le groupe Pahouin constitué des Beti-Bulu-Fang ou encore Ekang, qui serait un peuple de transition entre les Bantu et les Soudanais, au regard de leur histoire migratoire et quelques pratiques culturelles. On les retrouve justement en provenance de l'Adamaoua, essaimant la forêt équatoriale lors de la traversée de la Sanaga, de l'Est et du Sud et pour d'autres, débouchant finalement en région kribienne, officiellement giron de la grande aire culturelle Sawa (Abolo Biwole, 2015 : 35). Qu'en est-il des Bassa et d'autres groupes aux ramifications éparses qui transcendent la géographie officielle des aires « dites » culturelles ? L'auteur de la présente réflexion est originaire de la région kribienne et du groupe ethnique Kwasio, constitué des Mabi et Mvumbo, dont les premiers sont

intégrés dans la grande aire culturelle Sawa, tandis que les seconds sont greffés à la grande aire culturelle Ekang, alors qu'ils ont une souche culturelle et originelle commune (Kampoer Kampoer, 2010 : 104).

Pour ce faire, le découpage du Cameroun en grandes aires dites culturelles contribue doucereusement à la démarcation entre les peuples. En effet, il existe une importante connivence entre les peuples du point de vue de leurs origines, pratiques et usages quotidiens. Dans une étude, Paul Abouna présente, à partir de quelques données ethnographiques (onomastique, expression numérale, vocabulaire, interdépendance ethnique), une mise en évidence de la co-culturalité et de la consanguinité des ethnies camerounaises, en vue d'un meilleur vivre-ensemble (2019 : 121-131). Procéder donc à une autre délimitation géographico-culturelle, en proclamant certaines aires par opposition aux autres, contribuerait davantage à faire de l'État, un État patrimonial ou un État ethnique qui n'est pas celui censé transcender tous les particularismes pour le bien commun (Ki-Zerbo, 2013 : 8).

3. Quelle(s) thérapie(s) pour la cohésion sociale et le vivre-ensemble ?

La préservation de l'héritage des pères-fondateurs, sous le prisme de la consolidation de l'unité nationale, reste l'une des priorités des gouvernants du Cameroun. Unité nationale, cohésion sociale, vivre-ensemble, sont des terminologies qui reviennent régulièrement dans les discours mais vraisemblablement sans grand impact dans l'*habitus* quotidien. L'atteinte de l'idéal de cohésion sociale et de vivre-ensemble se veut un construit régulier dans les schèmes mentaux et les usages. L'État dans son rôle régalien, devrait jouer le rôle de garant auprès de ses populations dont plusieurs présentent de nombreuses affinités culturelles.

3.1. Altérité et homogénéité culturelles des Camerounais : un atout à préserver

La consolidation de la cohésion sociale et du vivre-ensemble entre tous les Camerounais, sans distinction de provenance et/ou d'appartenance peut se réaliser avec le concours des éléments d'altérité et d'homogénéité à rechercher dans les traditions et cultures. Nous l'avons vu en amont, l'histoire de plusieurs Camerounais révèle une antériorité plus ou moins commune, notamment autour du plateau de l'Adamaoua où ceux-ci connurent

de nombreux mélanges donnant naissance à des métissages pluriels (Nyamndi, 1988 : 3). C'est ce qui explique des connivences remarquables entre certaines communautés que les grandes aires culturelles ont malheureusement divisées, alors qu'elles présentent une histoire commune (Kampoer Kampoer, 2021 : 228).

Dans la région géographique des Grassfields précisément, l'abondance des pratiques culturelles avant le *diktat* de la colonisation, présente de nombreuses similitudes dont la plupart réclament des patronymes communs et un ancêtre identique. Pour ce faire, les royaumes Bafoussam, Bafut, Baleng, Bagam, Bambili, Bambui, Bamoun, Bangu, Bum, Dschang, Kom, Mbouda, Ndop, Nkwen, Noni, Nso, Oku, etc., se réclament des mêmes ascendants Tikar (Nkwi et Warnier : 1982). À la recherche des terres arables, ils se seraient disséminés à travers les Grassfields en devenant plus ou moins autonomes, non sans avoir conservé les pratiques culturelles identiques qui les liaient (Epale, 1985 : 15).

De nombreuses cultures camerounaises, à première vue sans rapports les unes avec les autres, sont pourtant unies avec le concours de l'onomastique, entendez la science qui étudie les noms propres. S'il faut jeter un regard rétrospectif sur les ethnonymes, plusieurs présentent une base orthographique commune. Sans exhaustivité aucune, on pourra évoquer, à la lumière de la réflexion d'Abouna (2019 : 121-131), les Fang et les Pongo ; les premiers, que la géographie ethnique situe dans la région du Sud, dans l'aire dite Beti-Bulu-Fang (Ekang). Les seconds quant à eux, sont renvoyés dans la grande aire Sawa du Littoral. Pareil pour les Esse localisés au Sud chez les Bulu, tandis que les Esselé le sont au Centre, chez les Eton, et les Esséré, chez les Bafia du Centre (Mbassa Souta, 2011). Pareille similitude orthographique et ethnonymique se voit également chez d'autres groupes de peuples : les Mbouda (Bamiléké) et les Mboura (Eton) ; les Pamom (Eton) et les Bamoum (Tikar) ; les Yambassa du Mbam et les Bassa du Nyong-et-Kéllé et de la Sanaga Maritime. Une telle homonymie ethnonymique témoigne vraisemblablement d'une probable consanguinité entre ces peuples.

Les toponymes, quant à eux, entendus comme les noms des lieux, ne sont pas en reste dans l'éventail de consanguinité culturelle entre Camerounais. On l'observe avec les toponymes Yokadouma, Zoétélé et Santchou, situés respectivement dans les régions administratives de l'Est, en pays Mvong-Mong, au Sud, chez les Fong, et à l'Ouest, chez les Mbo. Originellement, Yokadouma

viendrait de l'expression « *Zock a douma* » qui signifie littéralement, en langue locale, « l'éléphant ne tombe jamais ». Dans la langue fong, *Zoétélé* signifie « l'éléphant debout », tandis que Santchou serait une déformation en langue mbo de *Sannzo*, dont le correspondant en français serait « le père de l'éléphant ». On constate donc que les trois cultures, pourtant séparées par la géographie administrativo-culturelle des aires, présentent un socle toponymique identique (Abouna, 2019 : 123).

Dans le sillage de ce qui précède, les Bassa présentent l'anthroponymie (étude des noms de personnes) *Sundjock*, qui signifie littéralement « le visage d'éléphant ». Celui-ci témoigne de l'homogénéité culturelle avec plusieurs peuples du Cameroun chez qui l'on observe également, de façon évidente, la prégnance de l'éléphant dans les processus d'anthroponymisation. Plusieurs de ces anthroponymes transcendent les frontières « factices » des grandes aires dites culturelles, notamment les vocables *Zoa* que l'on retrouve aussi bien chez les Ekang que chez les Massa ; *Ndi, Tabi, Ebe, Abouna, Atanga(na)* présents pareillement, tant chez les Ekang que chez les Bafut, Bakweri, Bakossi, Bayangué ; *Kum* chez les Kom et les Duala ; *Manga* autant chez les Ekang, que les Duala et Bayangue (Abouna, 2019 : 123).

Pour des besoins de démonstration de cette homogénéité culturelle, les vocabulaires ne sont pas en reste. On peut ainsi souligner les mots « maison, enfant, homme » qui se disent sensiblement de la même manière, à peine modulée dans les langues beti et dans les langues bamiléké : « *Nda, Mon, Mot* », dans les langues beti, et « *Nda, Mo (ton haut), Mo (ton bas)* », dans les langues bamiléké. Pareillement, les Mbo disent *Moo*, les Kwasio *Mur* et les Duala *Moto*, pour désigner *l'Homme* (Ekwala, 2016 : 20). Autant de similitudes ne sauraient fonctionner par pur hasard sans qu'il n'y ait eu, en amont, un lien culturel et historique entre ces peuples, témoignant d'une évidente altérité et homogénéité culturelle entre Camerounais. Laquelle pourrait donc faire taire la littérature irrévérencielle, péjorative, dévalorisante, qui rendrait énormément service à la cohésion sociale et au vivre-ensemble, sous l'œil très vigilant de l'État, sans favoritisme ou traitement préférentiel aucun.

3.2. Pour une prépondérance de l'État régalien sans favoritisme

Garant du bien-être des populations placées sous son magistère, l'État détient entre ses mains le destin de celles-ci dont il est censé assurer un minimum d'aisance. Dans un contexte de mondialisation et d'ouverture, le vivre-ensemble est devenu un impératif susceptible de faciliter la cohésion des peuples aux identités éparées, autour de valeurs et idéaux partagés. C'est ce préalable qui féconde la cohésion sociale entre les différentes communautés qui consentent à vivre-ensemble, en relative harmonie, sans affronts majeurs entre elles. Il requiert la construction permanente d'une citoyenneté intégrée avec un fort sentiment d'appartenance parmi les différentes communautés d'horizons éparés, par l'entremise de la régulation et de la réconciliation des différences, tout en tenant compte de leurs saines aspirations (Ndi, 2019 : 259).

Construction permanente, la Nation a un grand rôle à jouer pour amoindrir les écarts (langagiers, pour le cas d'espèce) et autres postures stigmatisantes ethnocidaires. C'est-à-dire travailler sans relâche au façonnement d'une mentalité d'appartenance à l'échelle nationale, en combattant systématiquement les irrédentismes et en répudiant les particularismes qui sapent la cohésion sociale et le vivre-ensemble pour l'intérêt supérieur de la Nation (Menguele, 2019 : 208). L'État devrait ainsi faire usage des moyens qui sont les siens afin de fusionner toutes les variables culturelles de l'ensemble des composantes sociologiques et humaines qui font du Cameroun cette *Afrique en miniature*. Il devrait se rassurer par des mécanismes atypiques à mettre sur pied, que toutes les communautés s'acceptent, se côtoient, se respectent, se fréquentent mutuellement sans ascendant majeur de l'une sur l'autre et qu'elles bénéficient des mêmes opportunités.

De tels préalables définis par l'État, à savoir garantir dans un environnement sain, affranchi de tout miasme ethnocidaire et/ou irrédentiste, le plein essor de chacune de ces entités populaires, contribueraient significativement à la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. L'ostracisme reste une option suicidaire pour un État comme le Cameroun car la grandeur de chaque pays se mesure à sa capacité à résorber les écarts et à fondre toutes ses sensibilités dans une seule et même entité dont le cœur bat à l'unisson, à savoir l'État-Nation (Tchatchoua, 2012 : 11).

Dans un contexte comme celui du Cameroun, l'État devrait s'employer à gommer de manière récurrente les différences frappantes, à minorer tous les clivages ethno-identitaires, irrédentistes et stigmatisantes au nom de l'idéal de construction de l'unité nationale. Au-delà des écarts langagiers ethnocidaires sporadiques, la diversité culturelle est une richesse à préserver et non à diviser. L'État devrait utiliser cette diversité culturelle comme un atout conciliateur et fédérateur de tous ses enfants, en promouvant une reconnaissance équitable de toutes les cultures dans l'espace public (Doytcheva, 2005 : 15). L'État du Cameroun a la contrainte morale de relever tous les écueils des irrédentismes, du séparatisme, du sectarisme, du favoritisme et pour le cas de la présente étude, de la littérature stigmatisante afin de défendre les valeurs fondées sur l'histoire (Ebogo, 2019 : 186).

Au lieu de s'étriquer les uns les autres sur les rings de la stigmatisation et du rejet de l'autre, les Camerounais gagneraient à se considérer préalablement comme membres d'un État et non d'un quelconque groupuscule ethnique. Et l'État pour sa part, devrait appliquer scrupuleusement les termes de la constitution camerounaise qui recommandent de préserver et protéger les droits des minorités, car il est établi dans l'histoire que bon nombre de crises naissent du non-respect de ces droits (Abwa, 2019 : 391). Le Cameroun depuis la fixité de ses frontières internationales par le gouvernement du Reich, reste un et indivisible, et entend le demeurer en minorant davantage des postures et écarts langagiers ethnocidaires.

Conclusion

Le crime perpétuel dénoncé dans la présente réflexion, est celui d'une littérature, irrédentiste, ethnocidaire et *stigmatogène* dont font malheureusement usage certains Camerounais, aussi bien dans l'espace public que privé. Dans une telle atmosphère, construire une véritable identité nationale, socle de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, devient une gageure avec autant de miasmes, replis et postures identitaires dévalorisantes. Cette littérature ethno-tribaliste contribue à tirer le Cameroun vers les abîmes, car l'ethnie en soi est bonne à normer, former, produire, divertir et penser, mais guère bonne à gouverner, encore moins à occuper politiquement l'espace public (Abouna, 2011 : 11).

Les Camerounais portent en eux des stigmates d'une consanguinité et d'une homogénéité culturelles que la colonisation n'a pas su estomper, et que le découpage administrativo-culturel en aires, ne saurait également atténuer. Aussi, en ultime recours, serait-il indiqué d'interpeller les Camerounais sur leurs pratiques langagières quotidiennes, de concert avec la posture théorique afrocentriste qui exige une réécriture et une réinvention de soi (Asante, 2003). Ceci dans l'optique de réveiller un fort sentiment d'appartenance qui doit conduire tous les Camerounais, sans distinction de provenance, vers les cimes auxquelles est destiné leur pays.

Bibliographie

Livres

ABOLO BIWOLE E. (2015), *Les Bulu du Cameroun, entre tradition et modernité*, Yaoundé, Afrédit.

ABOUNA P. (2011), *Le pouvoir de l'Ethnie. Introduction à l'ethnocratie*, Yaoundé, L'Harmattan.

ABWA D. (2015), *Ni Anglophones, ni Francophones au Cameroun : Tous des Camerounais !! Essai d'analyse historique en hommage au regretté Pr. M. Z. NJEUMA*, Yaoundé, Le Kilimandjaro.

ASANTE M. K. (2003), *L'Afrocentricité*, traduit de l'anglais par Ama Mazama, Paris, Menaibuc.

BAYART J. F. (dir.) (1996), *La greffe de l'État. Les trajectoires du politique*, Paris, Karthala.

DELTOMBE T., DOMERGUE M. et TATSITSA J. (2012), *KAMERUN ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, Yaoundé, Ifrikiya.

DONGMO J-L. (1981), *Le dynamisme bamiléké (Cameroun). Volume I. La maîtrise de l'espace agraire*, Yaoundé, CEPER.

DOYTCHEVA M. (2005), *Le Multiculturalisme*, Collection Repères, Paris, La Découverte.

EKWALA EBELÈ (2016), *Contes et proverbes de la plaine côtière du Cameroun. Miango na Biala ba Minia ma M'bamba mwa Sawa ña Kamerun*, édition bilingue douala-français, Paris, L'Harmattan.

EPALE S. J. (1985), *Plantations and Development in Western Cameroon, 1885-1975*, New York, Vantage Press.

FANSO V.G. (1989), *Cameroon History for Secondary Schools and Colleges*, London, Macmillan.

KAMGA L. (2015), *Dos kirdi ventre bantou : les sources de l'exception culturelle Bamiléké et Tikar*, Yaoundé, Afrédit.

KI-ZERBO J. (2013), *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne, Éditions d'en bas.

LEVI-STRAUSS C. (1973), *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon.

MBASSA SOUTA M. (2011), *Au cœur des us et coutumes du peuple Bafia*, Paris, L'Harmattan.

MORENZ S. (1962), *La religion égyptienne*, traduit de l'allemand par Lionel Jospin, Paris, Payot.

NJOH-MOUELLE E. (2015), *Le philosophe et le numérique (2004-2014). 10 ans d'interactivité sur la toile*, Yaoundé, Proximité.

NKWI P. et WARNIER J-P. (1982), *Elements for the History of the Western Grassfields*, Yaoundé, University of Yaounde.

NYADA G. (2015), *Le Kamerun en Allemagne. Les germano-camerounais de 1884 à 1945. Affiliation à l'élite, révisionnisme colonial et mémoire*, Yaoundé, Ifrikiya.

NYAMNDI N. (1998), *The Bali-Chamba of Cameroon. A Political History*, Paris, CAPE.

SAÏBOU I. (2012), *Ethnicité, frontières et stabilité aux confins du Cameroun, du Nigeria et du Tchad*, Yaoundé, L'Harmattan.

TAGOU C. (2017), *Démocratie rotative. Transcendance et transformation politique des identités ethno-régionales dans l'État-Nation du 21^{ème} siècle*, Yaoundé, Presses des Universités Protestantes d'Afrique/Schabel.

TCHATCHOUA T. (2012), *Les Bamiléké au Cameroun. Ostracisme et sous-développement*, Paris, L'Harmattan.

TSALA TSALA T. (1985), *Mille et un proverbes beti ou la société beti à travers ses proverbes*, Collection "Langues et Cultures Africaines", Paris, CNRS-ORSTOM, SELAF.

Ouvrages collectifs

ABWA D. (dir.), (2019), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité.

KAMPOER KAMPOER (dir.) (2021), *Mémoires locales du Kamerun, cent ans après la Première guerre mondiale*, Yaoundé, Lupeppo.

SAHA Z. et KOUESSO J-R. (dirs.) (2017), *Les Grassfields du Cameroun. Des fondements culturels au développement humain*, Yaoundé, CERDOTOLA.

Chapitres d'ouvrages collectifs

ABWA D. (2019), « Camerounais : il faut fumer « le calumet de paix » pour ne pas donner raison à Jean Lambertson », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 385-392.

BIOS N. C. (2019), « L'identité nationale camerounaise, otage du « fait colonial » ? », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 213-229.

EBOGO F. (2019), « Être camerounais aujourd'hui : dynamique de reconstruction d'une identité citoyenne en situation de pluralisme politique », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 171-187.

KAMPOER KAMPOER (2019), « Irrédentismes identitaires ponctuels : premiers jalons inhibiteurs du *Living-Together* multiculturel au Kamerun ? », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 321-340.

KANGÈ EWANÈ F. (1985), « The Historic dimension of Cultural Identity ? », in MINISTRY OF INFORMATION AND CULTURE, *The Cultural Identity of Cameroon*, Yaoundé, ABC, p. 71-79.

MENGUELE A. (2019), « L'odyssée de la nation camerounaise : la trajectoire historique du «vivre ensemble» et ses marges d'instrumentalisation politique », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 189-211.

NDI G. (2019), « Cohésion National in Cameroon », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 243-260.

NFI J. (2019), « Colonial and Post Colonial Migrations and le *Vivre Ensemble* in the Cameroon Grassfields », in D. ABWA (dir.), *Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-ensemble. Une réflexion des universitaires camerounais*, Yaoundé, Proximité, p. 231-241.

Articles de Revues

CLASTRES P. (2002), « Ethnocide », in *Encyclopaedia Universalis*, Corpus 8, Paris, p. 880-890.

KAMPOER KAMPOER (2010), « Approche postcoloniale de la musique camerounaise : le cas du Bidéeh », *Studi Emigrazione, International Journal of Migrations Studies*, Rivista trimestrale del Centro Studi Emigrazione Roma (CSER), Vol XLVIII, N°177, January-March, p. 103-116.

KAMPOER KAMPOER (2011), « Les bruits de « listes » dans la capitale : résultante de la malsaine politique de l'équilibre régional au Cameroun », *Cameroon Journal on Democracy and Human Rights*, vol 5, n°2, December, p. 97-109.

WELADJI C. (1982), « The Cameroon-Nigeria Border 1914 and After », *ABBLA. Cameroon Cultural Review*, n°38-39, p. 224.

Thèse

FANSO V.G. (1982), « Trans-frontier Relations and Resistance to Cameroon-Nigeria Colonial Boundaries 1916-1945 », Doctorat d'État Thesis in History, University of Yaounde.